

Monnaie et libre échange

Posté le : 12 juin 2018 11:00 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Economie et politique

Dans les discussions sur le commerce mondialisé et les monnaies, il est sans doute intéressant de revenir à l'acte fondamental : l'échange. Dans une transaction internationale, l'échange se fait à iso valeur. Le bien cédé a la même valeur pour le cédant que le produit acquis et réciproquement. Les marginalistes ont raffiné la question en montrant que ce sont les valeurs marginales qui s'équilibrent, mais on en est toujours là : on ne fait un échange que si les deux y trouvent le même niveau d'intérêt. Sinon on ne voit pas pourquoi une partie accepterait d'y perdre.

Les transactions d'échange de produits sont donc par construction **équilibrées en valeur**.

La question qui se pose aussitôt est de savoir où se trouve la création de valeur globale qui justifierait de pareils échanges. La réponse est double :

- La valeur relative des biens échangés n'est pas la même dans les deux sphères. L'échange opère un accroissement de satisfaction donc de valeur d'un produit donné dans sa sphère. Il y a accroissement de la valeur d'usage dans les deux pays.
- Le débouché nouveau permet d'allonger la série de production. En cas de coût unitaire dégressif, il y a à nouveau création de valeur.

Le libre échange est créateur de valeur des deux côtés. Bloquer le libre échange réduit la prospérité.

Ce schéma résumé et un peu caricatural, est la base de la philosophie de la libre circulation des biens entre les pays. Imaginons un pays qui produit du lait mais pas de voitures et un autre qui produit des voitures et pas de lait. Il peut être intéressant de produire un peu plus de voitures pour obtenir du lait et accroître la production de lait pour avoir des voitures. L'affaire est dynamique pas statique.

Les flux d'échanges créent plus de valeur et plus d'emplois dans la mesure où les conditions de production nationale des deux produits concernés ne soient pas identiques. Il n'y a pas de doute que ce surcroît de production est bénéfique aux deux parties.

Ce bénéfice est obtenu sans déficit ni excédent.

Les déséquilibres de balances commerciales signifient **toujours** qu'il y a une fuite quelque part dans la valeur réciproque des échanges, fuite qui fausse l'équité des transactions.

En maintenant la production dans les pays de l'Est ridiculement bas, le communisme a privé de possibilité d'échanges bénéfiques les pays européens non communistes, tout en ruinant les peuples soumis à sa dictature. Un régime qui tue la production et qui limite les échanges fait du tort à ses citoyens mais aussi aux autres avec qui des relations économiques positives auraient pu s'installer. Nous avons estimé au Cercle des Economistes e-toile, que la perte de revenu pour les Européens de l'Ouest était d'environ 40% du revenu médian. En un mot, sans le communisme, notre revenu français serait plus haut de quarante %.

Ceux qui dénoncent de façon permanente la « religion » du libre échange, devraient d'abord faire le calcul des pertes de revenu qu'ils envisagent, des deux côtés. Ce qu'ils ne font jamais.

Beaucoup de mécanismes viennent contrarier cette belle mécanique. On peut en citer quelques uns, parmi beaucoup d'autres.

- Beaucoup de pays n'ont aucun avantage comparatif autre que le niveau des salaires. Les fabricants pourraient transférer leurs moyens de production pour produire à bas coûts dans le pays pauvre des biens revendus à la même valeur dans l'ancien pays de production. Il va y avoir un flux de capitaux d'investissement dans un sens et un flux de production dans l'autre. On n'échange plus des produits mais des capitaux contre des produits. Les produits exportés le sont en contrepartie d'une valeur en monnaie du pays de destination. Alors qu'ils sont payés en monnaie du pays de production. L'aspect monétaire devient fondamental, par le double jeu du taux de change et des taux d'intérêt. Le gain de l'échange devient dépendant du bon fonctionnement du système monétaire et financier entre les deux nations.
- Dans un système d'étalon or, l'or quitte le pays déficitaire pour le pays excédentaire. La dynamique des prix est censée faire monter les salaires et les prix là où l'or arrive et les faire baisser dans l'autre. A terme, les niveaux de compétitivité se rééquilibrent. Les sorties d'or créent une déflation qui créent une dynamique problématique dans le pays concurrencé par le pays pauvre. Cette déflation fait aussi du tort au pays exportateur. Les mouvements financiers ont par le passé, chercher à compenser ces effets néfastes. Mais au final on n'échappe pas à une crise mondiale. On a donc écarté la formule de cet étalon qui poussait à des crises profondes.
- Dans un système de monnaies fiduciaires nationales, l'avantage compétitif du pays pauvre est entièrement lié à la qualité de sa monnaie et au cours des changes entre les deux monnaies dans l'échange. Le mode de gestion de la valeur de la monnaie dans chaque pays peut tout fausser. Les conséquences sur l'emploi peuvent être intolérables dans le pays riche. Un système de change fixe mais modifiable permet de limiter l'avantage économique et les mouvements de capitaux par un arbitrage d'état entre la satisfaction de consommateur et la prospérité des producteurs. Dans un système de changes flottants, une incertitude sur le change se cumule avec les variations de salaires pour créer une dynamique qui devait selon Friedmann rééquilibrer les comptes mais qui dans les faits a conduit à des situations explosives. Dans un système de monnaie unique, le plus fort l'emporte en imposant la loi d'airain du possesseur de l'outil de production le plus solide et du stock de capitaux le plus grand. Il fait tous les arbitrages à son avantage et les Etats sont en grande difficulté pour en gérer les conséquences.

Conclusion : le système monétaire et financier compte dans le commerce international. La qualité de l'ensemble dépend de celle du système monétaire international.

- A partir du moment où on échange des produits contre des devises et non plus contre d'autres produits, la manière dont sont gérées les devises devient fondamentale. La spécialisation qui s'est faite entre institutions monétaire et commerciales, après Bretton Woods, est absurde. Il n'y a pas d'un côté des gens qui causent commerce et d'autres qui parlent monnaie. Les questions sont intimement liées. C'est une des tares de notre époque de voir par exemple l'Europe fabriquer des traités de commerce sans jamais s'inquiéter des aspects monétaires. C'est pourquoi nous avons affirmé qu'il fallait lier l'acceptation de certains traités à un préalable de réforme du système monétaire international.
- Alors que le système de Bretton Woods jouait sur les deux aspects en même temps, le change étant mis au service de l'équilibre des échanges, les changes flottants ont tout dérégulé et les marchés financiers se sont avérés de facto incapables de rétablir des situations équilibrées.
- Il faut voir qu'un pays qui poursuit des objectifs mercantilistes accumule de la monnaie internationale qu'il ne peut pas utiliser chez lui. Il va rapidement s'inquiéter de la valeur de la cassette qu'il accumule. Un élément de peur entre dans le système. Il souhaite rentabiliser son avoir

donc il va le placer. Mais dans quoi, s'il est super compétitif ? Les autres n'offrent pas de perspectives de production sympas. Il n'a le choix qu'entre des opérations spéculatives et des achats de capital dans les pays déficitaires. Les pays en question ne veulent pas voir partir leurs bijoux de famille. Les tensions arrivent. Le Japon a préféré acheter des golfs et de l'immobilier. Il a beaucoup perdu lors des krachs successifs. Les Allemands ont joué massivement l'immobilier méditerranéen et les *subprimes*. Ils se sont fait ratisser. Les Chinois vivent dans la peur de perdre leur trésor. Alors ils rachètent des terres en Afrique et des vignobles en France. Sans aucun avantage pour le pays où ces biens sont rachetés. Ce ne sont que des échanges de propriété.

- A la fin des années trente, tout le monde avait compris qu'il fallait jouer le commerce des biens tout en équilibrant strictement les mouvements. C'est la raison pour laquelle toutes les lois monétaires et commerciales, synchronisées, prévoient des relations équilibrées.
- La rupture des accords en 1971 a cassé ces mécanismes. On a vu d'énormes déficits et de gigantesques excédents s'accumuler avec comme conséquences l'apparition d'une économie baudruche, une baisse du trend, une aggravation du niveau d'endettement global et l'accroissement de la gravité des crises économiques.
- Il faut donc revenir aux règles qui prévalaient avant 1971 et qui sont toujours la légalité internationale de référence.
- Si un pays accumule d'énormes excédents, c'est le symptôme d'une gestion de politique économique mercantiliste et hostile à l'échange équilibrée. Les libéraux considèrent que l'état ne sait pas piloter l'économie et que par conséquent lui demander des politiques d'ajustement est absurde. Tout se passerait à l'échelon individuel. La micro économie est la seule vraie. Il n'existe pas de macro économie. L'ennui est que cette théorie est contredite par les faits. La politique du Zimbabwe ou du Venezuela a radicalement tué la capacité d'échange positif de ces pays. On a vu que c'était le cas des pays socialistes, tout le temps où il a fonctionné. Plus près de nous les politiques inverses de Jospin et de Schroeder ont donné un désavantage compétitif à la France qui a fait sombrer les balances extérieures. C'est bien que les macro-décisions d'états jouent sur la compétitivité. Ce ne sont pas les décisions individuelles des consommateurs allemands et français qui ont provoqué, par le jeu des préférences sur les marchés, les déficits et les excédents. Mais des politiques économiques et sociales contradictoires, non corrigées par un système monétaire convenable
- Les politiques massivement mercantilistes nuisent aussi bien aux pays spoliés qu'aux pays spoliateurs. Les politiques qui conduisent à des pertes de compétitivité nuisent également à tous. C'est pour cela qu'elles sont proscrites. Les pays en excédents ne peuvent pas dire aux autres : faites comme nous ! Car il est impossible que tout le monde soit en excédent. Les pays en déficits ne peuvent pas dire : laissez moi sombrer, car leur récession pèsera sur la prospérité générale. Le cas américain est distinct parce qu'ils tiennent encore aujourd'hui la monnaie du monde et peuvent négliger leurs déficits qu'ils paient en monnaie nationale. Ils l'ont cru longtemps et on finit par constater dans les urnes que les conséquences n'étaient pas nulles sur l'emploi et les salaires.
- Les conclusions à tirer sont claires. Les échanges doivent être équilibrées et il appartient aux Etats d'y veiller. Les systèmes monétaires doivent imposer la vertu. Pas de monnaie nationale comme monnaie internationale ; corset pour les pays déficitaires qui risquent de partir en sucette mais avec aide pour faire un retour tranquille à l'équilibre ; mécanismes automatique de stérilisation des excès d'accumulation de monnaie internationale par des pays ouvertement mercantilistes. Il faut supprimer l'envie de mener de telles politiques.

Avec ces considérations en tête, on comprend mieux l'impasse où se trouve l'Europe et on peut analyser la nature des convulsions en cours. En prime, s'esquisse une solution gagnante pour tout le monde.

SD